

Business France

**77, Boulevard Saint-Jacques
75998 Paris Cedex 14**

Mise en concurrence par appel d'offres ouvert du marché de
« Réalisation et de Maintenance du SI CRM de Business France »

Lot 1 « Réalisations AMOA et conduite du changement »
Lot 2 « Réalisation MOE et Maintenance »

*MARCHE N°25.04.01
N°JOUE 5a03b34e97324cc8903407c20f8e2e7f 01*

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Le présent Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) comporte 18 pages numérotées de 2 à 20

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2	ORGANISATION DE L'ACHAT	3
ARTICLE 3	TECHNIQUE D'ACHAT	3
ARTICLE 4	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 4.1	Contacts	4
ARTICLE 4.2	Modalités de passation de commande	4
ARTICLE 4.3	Conditions de paiement	5
ARTICLE 4.4	Mode de règlement	5
ARTICLE 5	OBLIGATIONS DU CONTRACTANT	6
ARTICLE 6	TARIFICATION	7
ARTICLE 7	CLAUDE DE REEXAMEN	7
ARTICLE 8	PENALITES	9
ARTICLE 9	COMITOLOGIE	9
ARTICLE 10	FIN DE CONTRAT / CLAUDE DE REVERSIBILITE	10
ARTICLE 11	RESILIATION	11
ARTICLE 12	ASSURANCES	11
ARTICLE 13	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	12
ARTICLE 14	RESPONSABILITE	12
ARTICLE 15	PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
ARTICLE 16	CESSION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 17	SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 18	DONNEES PERSONNELLES	14
ARTICLE 19	LUTTE ANTI-CORRUPTION	15
ARTICLE 20	DIFFERENDS ET LITIGES	15
ARTICLE 21	ANNEXES	16

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Business France souhaite se doter de véhicules contractuels lui permettant de mener à bien la fin d'exécution de la stratégie du domaine SI CRM.

Le marché a pour principaux objectifs :

1. Couvrir les besoins en prestations pour l'ensemble du périmètre SICRM (l'application OneTeam mais également tous les autres applicatifs pris en charge par le domaine).
2. Couvrir les besoins en prestations sur les activités MOE de développement, de paramétrage et d'intégration sur l'ensemble du périmètre du domaine SICRM.
3. Couvrir les besoins en prestations sur les activités MOE de maintenance corrective, évolutive et préventive sur l'ensemble du périmètre du domaine SICRM.
4. Couvrir les besoins en prestations sur les activités AMOA de conduite du changement sur l'ensemble du domaine SICRM.
5. Couvrir les besoins en prestations sur les activités AMOA d'accompagnement aux métiers et à la transformation des métiers auxquels doit faire face le domaine SICRM.

ARTICLE 2 ORGANISATION DE L'ACHAT

Cet appel d'offres est réparti en deux lots :

Lot 1 : Réalisations AMOA et conduite du changement

Ce lot constitue un ensemble de savoir-faire de prestations composées d'unités d'œuvres permettant au Titulaire de prendre en charge toutes les activités d'AMOA et de conduite du changement d'une part, sur toute la durée d'exécution du marché, et, d'autre part, sur tous les cycles d'activités et de travaux souhaités et commandés par Business France

Lot 2 : Réalisations MOE et Maintenance

Ce lot constitue un ensemble de savoir-faire de prestations composées d'unités d'œuvres permettant au Titulaire de prendre en charge toutes les activités de MOE (développement/paramétrage) et de Maintenance applicative (corrective, évolutive et préventive), d'une part, sur toute la durée d'exécution du marché, et, d'autre part, sur tous les cycles d'activités et de travaux souhaités et commandés par Business France.

ARTICLE 3 TECHNIQUE D'ACHAT

Les marchés sont des accords-cadres mono-attributaires et exécutés par l'émission de bons de commandes.

Les lots relevant de l'accord-cadre sont **conclus sans minimum et avec des montants maxima** ci-dessous, pour toute la durée du contrat.

- Lot 1 : Réalisations AMOA et conduite du changement : 10 000 000 d'Euros HT
- Lot 2 : Réalisations MOE et Maintenance : 10 000 000 d'Euros HT

ARTICLE 4 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 4.1 Contacts

Au sein de Business France, le Contractant aura les 3 contacts suivants :

- Le Département Gestion des Achats et des Ventes qui initie et coordonne les aspects généraux des contrats avec le Contractant :

Mme Vanessa PRETEUX

Chef de service Achats et Marchés
Direction Finances - DF

- Au sein de la DSI :

M. Didier LAURENT

Chef de service SI-CLIENTS
Domaine SI CRM

M. Olivier LIEVENS

Directeur des Systèmes d'Information

En cas de changement de contacts, Business France en avertira les Contractants.

ARTICLE 4.2 Modalités de passation de commande

Les prestations correspondent à des Unités d'œuvres (récurrentes ou non récurrentes) et sont exécutées au moyen de bons de commandes à survenance du besoin sur la base des prix renseignés dans l'Annexe Financière.

La commande effectuée par Business France fait l'objet d'un devis préalable fourni par le Titulaire. Sur la base de ce devis préalable, le chiffrage et les résultats attendus des Unités d'œuvre par le Titulaire est à engagement forfaitaire

Les prestations mettent en œuvre les Unités d'œuvres telles que définies dans le présent cahier des charges.

Chaque commande d'Unités d'œuvres met en œuvre le processus de commande tel que défini au chapitre « Processus de commande des prestations (cf CCTP) ».

La période de réalisation des Unités d'œuvre est précisée dans le Bon de Commande.

ARTICLE 4.3 Conditions de paiement

Compte-tenu des contraintes propres à notre comptabilité publique nous ne sommes en mesure de payer qu'à terme échu.

Les factures sont payables à 30 (trente) jours, dans le respect des dispositions de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

ARTICLE 4.4 Mode de règlement

Une facture par commande devra être envoyée sur Chorus Portail Pro.

Le règlement sera effectué par virement bancaire sur le compte bancaire indiqué sur la facture et conformément au RIB transmis par le Contractant.

Le Contractant percevra une rémunération égale correspondante aux modalités définies dans l'Acte d'Engagement/ annexe financière

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les titulaires et les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec Business France devront transmettre leurs factures sous forme électronique via le Portail de facturation dénommé « Chorus Pro ».

Tous les paiements sont effectués en euros sur présentation d'une facture sous forme électronique via le Portail Chorus Pro.

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le règlement sera effectué par virement bancaire conformément au RIB transmis par le Contractant.

De plus, le Contractant devra renseigner ses coordonnées bancaires lorsqu'il dépose sa facture sur le portail Chorus Pro.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/tag/coordonnees-bancaires/>

La facture afférente au présent marché est établie en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du bon de commande (n° à 10 chiffres) ;
- la date et le numéro de facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la nature des prestations faisant l'objet de la demande de paiement ;
- Le montant détaillé HT et TTC des prestations, avec le taux de TVA utilisé ;
- Le n° de TVA intra CEE de Business France (et du fournisseur le cas échéant) ;
- L'adresse de facturation :

Business France
77 boulevard Saint Jacques,
75014, Paris - France

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

De manière générale, le Contractant devra se conformer à toutes les obligations énoncées dans les documents du présent marché.

Le Contractant devra se conformer à toutes les instructions particulières que pourra lui remettre Business France ; cependant il devra réclamer sans retard toute instruction, information ou tout document qui lui ferait défaut et qui serait nécessaire à la bonne exécution du marché, et d'une manière générale procéder à la vérification de l'ensemble des informations qui lui seront fournies, nonobstant les obligations légales et réglementaires applicables à une profession particulière.

Le Contractant s'engage à collaborer de bonne foi et à répondre aux sollicitations de Business France dans des délais raisonnables.

L'obligation souscrite par le Contractant est une obligation de résultat. Dans ce cadre, il s'engage également à apporter tout le soin et la diligence nécessaires à la fourniture d'un service de qualité conformément aux usages de la profession.

Le Contractant s'engage à proposer à l'entité souscriptrice toute amélioration technique applicable à la mise en œuvre de sa solution.

Dans le cadre de la mise en place du marché, Business France se réserve le droit d'organiser une ou plusieurs réunions de préparation avec le Contractant, sans surcoût supplémentaire, en présentiel, dans les locaux de son siège à Paris ou Marseille, ou en visioconférence.

Le Contractant s'engage à être en mesure de démarrer effectivement l'exécution des prestations objet du présent marché à compter du 1^{er} septembre 2025, ou à compter de la notification si elle est postérieure à cette date.

ARTICLE 6 TARIFICATION

Contenu du prix

Si vous êtes un candidat établi en France ou dans un autre Etat-membre de l'Union Européenne, merci de noter que la TVA applicable est celle du preneur, donc la TVA française. Ainsi, vous devez obligatoirement indiquer le pourcentage de la TVA française (soit, à date 20%) dans la case réservée à cet effet dans l'annexe(s) financière(s).

Pour le cas où vous indiqueriez un pourcentage différent de celui susmentionné, merci de nous fournir un document justifiant ce pourcentage.

Si vous êtes un candidat établi hors Union Européenne, il est de votre responsabilité d'indiquer le montant de TVA applicable en fonction de votre statut et du pays dans lequel vous êtes établi tel qu'indiqué dans le DUME.

Le pourcentage de TVA renseigné à ce titre relève de votre responsabilité et vous engage contractuellement.

Le Titulaire du marché accepte sans aucune réserve de garantir et gérer les prestations objets du présent marché conformément aux dispositions du présent Cahier des clauses Administratives Particulières ainsi que du Cahier des clauses Techniques Particulières.

Les prix sont mentionnés hors taxes et toutes taxes comprises et incluent :

- Tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché ;
- Les éventuels frais de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Variation du prix

Les prix sont fermes durant toute la période du contrat y compris les éventuelles tacites reconductions.

ARTICLE 7 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1, l'accord-cadre peut être modifié dans les hypothèses suivantes :

1. **Pour tenir compte des évolutions législatives et/ou réglementaires qui affectent le statut de Business France (fusion avec tout autre établissement notamment) :** un avenant à l'accord-cadre peut être conclu pour adapter les conditions d'exécution aux enjeux qui résulteraient de ces évolutions (ajout de nouvelles prestations, augmentation des montants maxima contractuels des lots).
2. **Pour tenir compte de l'évolution des orientations stratégiques de Business France et/ou des évolutions impactant significativement le SI de Business France :** Les parties conviennent de se réunir afin d'examiner les conséquences de ces évolutions sur l'exécution du présent marché.

Cette réunion aura pour objectif d'évaluer la nécessité d'adapter les prestations, les délais ou le coût du marché.

Business France se réserve le droit de réexaminer le contrat en cas de :

- Modification substantielle des objectifs ou des priorités des projets définis ;
- Changement significatif des technologies utilisées ou des méthodologies de travail ;

Ce réexamen peut porter sur les éléments suivants :

- Les objectifs et les priorités des projets.
- Les modalités et délais d'exécution des prestations.
- Les ressources humaines et techniques allouées.
- Toute autre condition jugée nécessaire pour la bonne exécution des prestations.

Les modifications éventuelles feront l'objet d'un avenant au présent marché.

Durant le processus de réexamen, les parties s'engagent à assurer la continuité des prestations prévues au contrat et dans le respect des conditions établies (documents contractuels existant) afin de ne pas perturber le déroulement des projets en cours.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses, la mise en œuvre de cette clause ne peut conduire à une augmentation de plus de 50% des montants maxima fixés par lots et indiqués à « l'article 3 Technique d'Achat ».

Procédure de réexamen

Business France s'engage à notifier le titulaire par écrit, en précisant les raisons du réexamen et les aspects du contrat à réexaminer.

Les parties s'engagent à débiter les discussions dans un délai de 30 jours suivant la réception de la notification. Les discussions devront être menées de bonne foi et dans l'objectif de parvenir à un accord mutuellement bénéfique dans un délai de 60 jours.

ARTICLE 8 PENALITES

Business France se réserve la possibilité d'appliquer, après une phase de contradictoire et suivi, le cas échéant, d'une mise en demeure préalable :

Le montant global des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant des prestations concernées.

Pénalités pour non-respect des délais de réalisation des prestations

En cas de dépassement des délais convenus pour la réalisation de chacune des prestations décrites dans le cahier des charges, des pénalités seront appliquées selon les modalités suivantes :

- Pour un retard allant de 1 à 3 jours ouvrés, une pénalité de 10% du montant de la prestation concernée sera appliquée.
- Pour un retard allant de 4 à 7 jours ouvrés, une pénalité de 15% du montant de la prestation concernée sera appliquée à partir du 4ème jour de retard et jusqu'au 7ème jour inclus.
- Pour un retard de plus de 7 jours ouvrés, Business France se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un autre prestataire aux frais du Contractant sans toutefois mettre fin à l'accord-cadre existant avec le titulaire du marché initial, lequel restera responsable des autres prestations prévues dans le cadre du marché.

Pénalités pour non-conformité ou défaut de qualité des livrables/prestations réalisées

En cas de non-conformité dans l'exécution de la prestation par rapport aux prescriptions techniques indiquées dans le C.C.T.P. et/ou aux besoins exprimés, Business France se réserve le droit d'appliquer des pénalités pouvant varier entre 5 % et 30 % du montant de la prestation concernée selon le niveau d'impact de la non-conformité de la prestation pour Business France (mineur, majeur, bloquant). Business France se réserve aussi le droit d'exiger la réalisation de la prestation par un tiers aux frais et aux torts du titulaire.

En cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, Business France pourra décider de réduire ou d'exonérer le titulaire des pénalités, sur la base des éléments apportés par ce dernier.

ARTICLE 9 COMITOLOGIE

Afin d'assurer un pilotage et un suivi régulier des prestations, Business France désignera un ou des interlocuteurs responsables permanents, interface(s) des Contractants, garant(s) du bon déroulement des prestations et de leur suivi jusqu'au terme du marché.

Business France organisera des comités de suivi de la prestation et comités de pilotage (sur la base de 2 par an) dont l'objectif principal consiste à résoudre les difficultés rencontrées, à travailler sur des axes d'amélioration et à s'assurer de la bonne réalisation du marché (respect des règles et processus mis à disposition). Un comité de pilotage final sera organisé par Business France pour matérialiser la livraison/fin des prestations.

Des comptes rendus seront systématiquement rédigés par le Contractant et validés par Business France.

Les comités sont assurés conjointement par les Achats et les directions opérationnelles de Business France.

Ils porteront sur :

- Le respect des obligations contractuelles ;
- La qualité des prestations rendues ;
- Les évolutions ou améliorations éventuelles apportées dans le déroulement de la prestation.

En amont du démarrage de la prestation, Business France se réserve le droit d'organiser une ou plusieurs réunions de préparation, sans surcoût supplémentaire, en présentiel, dans les locaux de son siège à Paris ou Marseille ou en distanciel.

ARTICLE 10 FIN DE CONTRAT / CLAUSE DE REVERSIBILITE

Le Contractant s'engage à maintenir la qualité de prestation et les délais de traitement jusqu'au dernier jour du contrat.

- Il devra avoir traité l'intégralité des dossiers.
- Il devra faire un état complet des dossiers en cours de traitement qu'il ne lui sera pas possible de terminer pour des raisons techniques valables (attente de validation, etc.).
- Avant la fin du contrat : le Contractant devra transférer vers le pouvoir adjudicateur ou le nouveau contractant les connaissances et les documents dont il dispose. Il devra ensuite faire basculer la responsabilité opérationnelle, c'est-à-dire restituer les actifs, matériels, informations confidentielles, voire logiciels spécifiques et les données.
- Les renseignements dont Business France aurait besoin pour pouvoir procéder à la remise en concurrence et que Business France solliciterait devront être remis par le titulaire dans le délai de 5 jours à compter de la réception de la demande.
- Jusqu'à six mois après la fin du contrat : le Contractant devra assister Business France et transférer le savoir-faire pour l'exploitation informatique.

Le Contractant devra restituer à l'expiration ou la résiliation du marché pour quelque raison que ce soit, toutes les informations qui lui ont été transmises pour les besoins du marché, à l'exception des seules informations dont le Contractant doit pouvoir disposer à des fins comptables exclusivement, sans en faire de copie. Il s'engage à détruire ces éléments quel que soit leur support physique ou dématérialisé et à faire respecter cette disposition par ses sous-traitants et fournisseurs.

Cette clause est complétée par les dispositions relatives aux prestations de réversibilité d'un périmètre existant, décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 11 RESILIATION

Le marché peut être résilié aux torts du Contractant sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais :

- Lorsque le Contractant a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail,
- En cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent contrat,
- Lorsque le Contractant s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont le pouvoir adjudicateur accepte l'achèvement.

Business France peut pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du Contractant en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Contractant à raison de ses fautes.

Par ailleurs Business France, en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial, peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci pour un motif d'intérêt général. La décision de résiliation du marché est notifiée au Contractant par lettre recommandée avec accusé réception contenant les motifs de la résiliation. Le paiement des prestations se fait alors au prorata des prestations réellement exécutées à l'exclusion de toute autre indemnité.

ARTICLE 12 ASSURANCES

Avant la notification du marché et tout commencement d'exécution de la prestation, le Contractant doit justifier qu'il est couvert par une assurance au titre de sa responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution de la prestation. Le Contractant devra se conformer strictement aux articles (notamment article 11) des CGAP.

Le cas échéant, en cours d'exécution, Business France pourra demander au Contractant de lui prouver qu'il continue à être couvert.

ARTICLE 13 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le Contractant de Business France définit et applique des politiques contribuant à la préservation des ressources naturelles et utilise des solutions industrielles adaptées.

Il limite les déchets issus de sa production et veille à leur élimination par des solutions respectueuses pour l'environnement. Le Contractant de Business France évite l'emploi de produits toxiques. Dans le cas où aucune solution alternative n'existe à l'utilisation de tels produits, il en limite l'usage et veille à leur manipulation et leur utilisation sans danger pour la santé des personnes. Il encourage le développement de technologies respectueuses de l'environnement (maîtrise des polluants et des émissions de CO2) ainsi que les économies d'énergie et le recyclage, et déploie des stratégies logistiques limitant les impacts environnementaux (notamment en termes de stockage, de transport).

De la même manière, en matière de ressources humaines, le Contractant de Business France promeut la diversité, favorise l'insertion dans l'emploi des personnes qui en sont éloignées, telles que les personnes handicapées, et met en œuvre des actions de formation à destination de ces publics.

ARTICLE 14 RESPONSABILITE

Conformément aux Conditions Générales d'Achat et de Paiement, le Contractant s'engage à indemniser Business France des coûts et dommages qui seraient la conséquence de sa non-exécution ou de sa mauvaise exécution de ses obligations sans préjudice des dispositions de l'article Pénalités du présent CCAP.

Il devra se conformer aux lois et règlements administratifs ou autres, en particulier concernant l'hygiène et la sécurité. Le Contractant répond des infractions ou contraventions aux lois, décrets d'application et règlements, commises par lui-même ou son personnel à l'occasion des prestations faisant l'objet du marché.

Il assume les charges occasionnées par sa prestation, notamment les charges de la main-d'œuvre, versements des salaires et des charges y afférentes, fournitures, mise en œuvre et remplacement des matériels, paiements des taxes, impôts et primes d'assurances y afférents.

Le Contractant est responsable de la sécurité de son personnel et de ses sous-traitants et de la prévention des accidents du travail et, notamment, de toute violation de toute règle administrative ou toute autre mesure relative à l'hygiène et la sécurité.

ARTICLE 15 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Business France met à la disposition des candidats tous les renseignements et informations

qui s'avèrent nécessaires pour la remise des offres, étant entendu, d'une part, que Business France en reste propriétaire, et que, d'autre part, cette mise à disposition ne peut en aucune manière être considérée comme conférant aux candidats un quelconque droit d'usage ou une quelconque licence sur les droits de propriété intellectuelle ou industrielle afférents aux dits renseignements et informations.

Les candidats s'interdisent, directement ou indirectement ou pour le compte d'un tiers, de communiquer les éléments de propriété intellectuelle de Business France, et la documentation associée, objet du présent marché.

Les candidats s'engagent à ne pas porter atteinte aux droits de Business France, directement ou indirectement ou par l'intermédiaire de tiers auxquels ils seraient associés et prendront toutes les mesures nécessaires pour les protéger.

ARTICLE 16 CESSIION DU MARCHÉ

Le présent marché ne peut être cédé, partiellement ou totalement, à titre gratuit ou onéreux, par l'une des Parties sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

Par dérogation à ce qui précède, la cession intégrale du marché par l'une des Parties est libre au sein de son Groupe après information écrite préalable auprès de Business France. On entend par « groupe » du Contractant l'ensemble des sociétés dont la majorité du capital ou des droits de vote sont détenus directement ou non par le Contractant, ainsi que, le cas échéant, la société qui détient la majorité du capital ou des droits de vote du Contractant (« société-mère »).

ARTICLE 17 SOUS-TRAITANCE

Les candidats communiqueront dans leur offre la nature des prestations éventuellement sous-traitées et leur part dans l'ensemble du marché. Les éventuels sous-traitants devront accepter toutes les obligations décrites dans les documents contractuels.

Conformément aux articles L.2193-4 à L.2193-14 du Code de la commande publique, le Contractant qui entend exécuter la prestation en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, lors de la formulation de son offre ou de sa proposition, et pendant toute la durée de la prestation, faire accepter chaque sous-traitant par Business France et lui faire agréer les conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En outre, le sous-traitant direct du Contractant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Business France, peut le cas échéant être payé directement par Business France pour la part du marché dont il assure l'exécution si le montant de sa créance est d'au moins 600 euros.

Le Contractant qui sous-traite tout ou partie de ses obligations avec l'accord de Business France en demeure néanmoins entièrement responsable, y compris pour les parties sous-traitées, conformément aux articles concernés des CGAP (notamment l'article 14).

Afin d'obtenir cet accord, le Contractant doit transmettre à Business France les informations suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- les références, capacités et moyens humains, matériels financiers du sous-traitant proposé (fournir les pièces demandées au projet de candidature)
- les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- le compte bancaire ou postal à créditer.

Ces informations pourront être mentionnées sur l'acte spécial de sous-traitance en utilisant le modèle DC4 du ministère de l'Économie et des finances disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 18 DONNEES PERSONNELLES

Par « donnée à caractère personnel » ou « donnée personnelle », on entend : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Business France rappelle expressément le caractère stratégique et strictement confidentiel de toutes les données à caractère personnel.

Par conséquent, les Parties reconnaissent que l'ensemble de ces données et fichiers est soumis au respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » modifiée et au Règlement sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Les parties s'engagent à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité.

A ce titre, le Contractant s'engage à traiter les données à caractère personnelles confiées par Business France dans le respect de ses instructions écrites et des dispositions prévues à

l'Annexe « Protection des données à caractère personnel », que le Contractant déclare expressément être en mesure de respecter.

ARTICLE 19 LUTTE ANTI-CORRUPTION

Dans le cadre de la loi Sapin II du 9 décembre 2016 et de son dispositif de conformité, Business France veille à l'intégrité des tiers avec lesquels elle entretient une relation d'affaires. Ainsi, le Contractant s'engage à compléter le questionnaire anti-corruption joint en annexe 3 à l'Acte d'Engagement.

Le contractant s'engage par ailleurs à respecter les lois anti-corruption applicables aux activités régies par ce contrat et toutes autres lois anti-corruption applicables et les principes et réglementations de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales du 17 décembre 1997 et ses modifications successives.

Ainsi, le Contractant reconnaît et accepte que toutes les rémunérations qui lui seront versées par Business France dans le cadre du présent Contrat rémunèrent exclusivement et entièrement les services rendus par le Contractant dans le cadre des prestations qui lui seront commandées. Le Contractant s'engage à ne faire aucun usage illégal de ces rémunérations.

Le Contractant est tenu d'intégrer une clause anti-corruption équivalente à la présente clause aux accords conclus avec ses Intermédiaires fournissant des services pour son compte ou en son nom dans le cadre du présent contrat.

Le Contractant accepte de coopérer en cas d'enquête d'une Autorité de Poursuites ou dans le cadre d'un audit de conformité de Business France et à communiquer toute information utile et assistance. Le Contractant se conformera en outre aux dispositions applicables en matière sociale, fiscale et de contrôle des changes.

Business France se réserve le droit de mettre un terme à la relation contractuelle et suspendre le paiement, si jamais une violation des lois ou règlements anti-corruption est avérée (notamment Code Pénal ou Loi Sapin 2 si applicable à l'entité).

ARTICLE 20 DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre Business France et le Contractant ne peuvent être invoquées par ledit Contractant comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché à l'initiative de la partie

la plus diligente.

En cas de litige ne recevant pas de solution amiable quant à l'interprétation ou l'exécution des présentes, le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent pour en connaître et la loi française est seule applicable.

ARTICLE 21 ANNEXES

Annexe 1 : Conditions Générales d'Achat et de Paiement de Business France (CGAP)

Annexe 2 : Charte Administrateur Business France

Annexe 3 : : Fiche fournisseur Business France

Annexe 4 : Charte de Protection des Données Personnelles

Annexe 5 : Annexe aux CGAP - Conditions spécifiques TIC

Annexe 6 : Charte utilisateur SI BF